



Premier trimestre de 2011 • Communiqué de presse sur les résultats • Trois mois terminés le 31 janvier 2011

Le Groupe Banque TD présente les résultats du premier trimestre de 2011

Le présent communiqué sur les résultats trimestriels doit être lu avec notre rapport aux actionnaires non audité du premier trimestre de 2011 pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011, disponible sur notre site Web à l'adresse <http://www.td.com/investor/>. Ce rapport est daté du 3 mars 2011. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels et intermédiaires de la Banque dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les renseignements additionnels concernant la Banque sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse <http://www.td.com>, de même que sur le site SEDAR, à l'adresse <http://www.sedar.com>, et le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR Filers).

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent :

- Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 1,69 \$, par rapport à 1,44 \$.
- Le bénéfice dilué par action rajusté a été de 1,74 \$, par rapport à 1,60 \$.
- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 1 541 millions de dollars, par rapport à 1 297 millions de dollars.
- Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 1 588 millions de dollars, par rapport à 1 430 millions de dollars.

Les mesures rajustées sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion pour obtenir une description des résultats comme présentés et rajustés.

RAJUSTEMENTS DU PREMIER TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du bénéfice comme présenté pour le premier trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement d'actifs incorporels de 112 millions de dollars après impôts (13 cents l'action), comparativement à 112 millions de dollars après impôts (13 cents l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.
- Gain de 81 millions de dollars après impôts (9 cents l'action) attribuable à la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente, par rapport à un gain de 4 millions de dollars après impôts au premier trimestre de l'exercice précédent.
- Frais d'intégration et de restructuration de 13 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, contre 46 millions de dollars après impôts (5 cents l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.
- Perte de 3 millions de dollars après impôts imputable à la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, par rapport à une perte de 7 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.

TORONTO, le 3 mars 2011 – Le Groupe Banque TD (TD ou la Banque) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2011. Dans l'ensemble, les résultats pour le trimestre reflètent les bénéfices records produits par les activités de détail au Canada et aux États-Unis. Au cours du trimestre, TD a également annoncé la conclusion d'une entente pour l'acquisition des Services financiers Chrysler qui devrait se conclure au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011 de TD, une fois qu'elle aura obtenu l'approbation des organismes réglementaires et satisfait aux autres modalités de clôture usuelles.

«Ce premier trimestre de TD marque un excellent départ pour l'exercice, avec des bénéfices rajustés records et une forte croissance des activités de détail des deux côtés de la frontière. Le total rajusté des bénéfices a atteint un nouveau sommet de 1,4 milliard de dollars, en hausse de 30 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Les Services bancaires de gros ont aussi connu un très bon trimestre, a déclaré Ed Clark, président et chef de la direction, TD. Nous sommes très heureux d'annoncer une hausse de 5 cents du dividende par action ordinaire payable en avril, confirmant ainsi notre confiance dans la capacité de notre modèle d'affaires de produire des bénéfices soutenus.»

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont produit des bénéfices de 905 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 26 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus ont monté de 5 %, tandis que la provision pour pertes sur créances a diminué de 32 %. Les volumes de TD Canada Trust (TDCT) ont affiché une solide croissance pour ce qui est des dépôts de particuliers et d'entreprises, des prêts immobiliers garantis, des prêts indirects et de l'assurance. Après la fin du trimestre, TDCT a commencé à offrir des services le dimanche dans plus de 300 succursales au Canada.

«Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont connu un autre trimestre record pendant que nous avons continué de tirer parti de notre leadership sur le plan du service à la clientèle et de la facilité d'accès, et de nos investissements dans notre réseau de succursales, a dit Tim Hockey, chef de groupe, Services bancaires canadiens et Assurance, TD. Nous prévoyons une très bonne année 2011, grâce aux solides rendements de toutes nos activités, en particulier l'assurance et les services bancaires. Toutefois, la croissance des bénéfices sur douze mois s'atténuera à partir du deuxième trimestre, freinée par le ralentissement de la croissance des volumes du côté des services bancaires aux particuliers et par la pression constante exercée sur les marges.»

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine, qui exclut le placement comme présenté de TD dans TD Ameritrade, s'est établi à 133 millions de dollars pour le trimestre; cette hausse de 32 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement le fait des revenus tirés des commissions, propulsés par l'augmentation des actifs des clients, du fort volume des transactions et de l'amélioration de la marge d'intérêt nette. L'apport de TD Ameritrade aux bénéfices du secteur s'est élevé à 48 millions de dollars, en hausse de 12 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. En février, TD Ameritrade a annoncé que les actifs des clients avaient atteint le niveau record de 400 milliards de dollars US, poursuivant leur croissance vigoureuse des deux derniers exercices.

«Pour Gestion de patrimoine, ce solide trimestre a été le huitième consécutif de hausse du bénéfice, a dit Mike Pedersen, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Canaux directs et Services partagés, TD. La vigueur des marchés boursiers a aussi contribué à la croissance des revenus, et nous avons continué à investir dans les infrastructures et dans les produits offerts à nos clients. Nous sommes en bonne position pour croître encore d'ici la fin de l'exercice, dans la mesure où les marchés se maintiennent aux niveaux actuels ou s'améliorent.»

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont produit un bénéfice net comme présenté de 319 millions de dollars US pour le trimestre, en hausse de 85 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté du secteur s'est établi à 332 millions de dollars US, en progression de 54 % sur le premier trimestre de l'exercice précédent. En dollars américains, les revenus ont augmenté de 28 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, entraînés par la solide croissance des prêts et des dépôts et stimulés par les acquisitions; l'augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse des frais de découvert.

«TD Bank, la banque américaine la plus pratique, a atteint un record pour un premier trimestre, grâce à la forte croissance des prêts et des prêts hypothécaires et à une bonne dynamique de ventes croisées, a déclaré Bharat Masrani, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, TD. Comme l'économie se remet progressivement, nous percevons un regain d'optimisme chez les particuliers et les entreprises, ce qui nous fait prévoir une croissance continue des volumes en 2011. De plus, le rendement de nos récentes acquisitions est déjà meilleur que prévu.»

Services bancaires de gros

Les Services bancaires de gros ont produit un bénéfice net comme présenté de 237 millions de dollars, en baisse de 36 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats records du trimestre correspondant de l'exercice précédent avaient profité de conditions de marché inhabituellement propices une fois que la crise financière a été traversée. La forte performance pour ce premier trimestre de 2011 s'explique par les résultats élevés atteints par toutes les gammes de services et par le niveau bas des provisions pour pertes sur créances.

«Nos services bancaires de gros ont produit d'excellents résultats pour le trimestre, dépassant leur objectif de rendement du capital, a dit Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros, TD. Les revenus de nos principales activités reflètent une modération de l'activité boursière, compensée par une hausse des revenus tirés des marchés financiers.»

Siège social

Le secteur Siège social, qui comprend les autres activités de la Banque, a subi une perte nette comme présentée de 102 millions de dollars, en baisse de 18 millions de dollars, et une perte nette rajustée de 68 millions de dollars, en hausse de 35 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Capital

Le ratio des fonds propres de première catégorie de TD a été de 12,7 % pour le trimestre, en hausse de 50 points de base par rapport au trimestre précédent. La qualité du capital est demeurée très élevée, les fonds propres de première catégorie représentant environ 80 % de l'avoir corporel en actions ordinaires.

Conclusion

«Nous sommes ravis des résultats remarquables de TD pour le trimestre. Ils prouvent encore que nous avons la bonne stratégie pour créer une croissance profitable à long terme, a dit M. Clark. Les nouveaux signes de reprise économique sont encourageants, même si les taux d'intérêt restent bas et que le cadre de réglementation laisse encore planer une certaine incertitude. Grâce à la forte situation de capital de TD, à nos investissements continus dans nos franchises et à l'efficacité confirmée de notre stratégie axée sur les services bancaires de détail, nous nous attendons à un excellent exercice 2011.»

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent communiqué de presse sur les résultats, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, des énoncés formulés dans le présent communiqué de presse sur les résultats au paragraphe «Perspectives», pour chacun des secteurs d'exploitation, et dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2011 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, des changes et des instruments à taux d'intérêt), d'illiquidité, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques et environnementaux et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2010 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives américaines, comme il est mentionné à la rubrique «Événements importants en 2010» de la section «Notre rendement» du rapport de gestion de 2010; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et la liquidité et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement ainsi que le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information. Veuillez noter que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque et gestion des risques» du rapport de gestion 2010. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document figurent dans le rapport annuel 2010 de la Banque sous les rubriques «Sommaire et perspectives économiques», en leur version modifiée dans le rapport des actionnaires du premier trimestre de 2011, pour chacun des secteurs d'activité, «Perspectives et orientation pour 2011», en leur version modifiée dans le présent communiqué de presse sur les résultats, sous les rubriques «Perspectives» et pour le secteur Siège social dans le rapport, sous la rubrique «Perspectives».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités et les résultats financiers prévus de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Résultats d'exploitation			
Total des revenus	5 460 \$	5 017 \$	5 037 \$
Provision pour pertes sur créances	414	404	517
Frais autres que d'intérêts	3 193	3 263	2 981
Bénéfice net – comme présenté ¹	1 541	994	1 297
Bénéfice net – rajusté ¹	1 588	1 260	1 430
Profit économique ²	554	105	367
Rendement de l'avoire en actions ordinaires – comme présenté ¹	15,5 %	9,7 %	14,0 %
Rendement du capital investi ²	14,1 %	11,0 %	13,6 %
Situation financière			
Total de l'actif	616 368 \$	619 545 \$	567 454 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques	199 235	199 910	190 644
Total de l'avoire des actionnaires	41 524	42 302	39 474
Ratios financiers			
Ratio d'efficacité – comme présenté ¹	58,5 %	65,0 %	59,2 %
Ratio d'efficacité – rajusté ¹	56,4 %	61,4 %	55,1 %
Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	12,7 %	12,2 %	11,5 %
Provision pour pertes sur créances en % des prêts moyens nets	0,60 %	0,60 %	0,79 %
Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars canadiens)¹			
Bénéfice par action			
De base	1,70 \$	1,08 \$	1,45 \$
Dilué	1,69	1,07	1,44
Dividendes	0,61	0,61	0,61
Valeur comptable	43,23	44,29	41,86
Cours de clôture	74,96	73,45	63,00
Actions en circulation (en millions)			
Nombre moyen – de base	879,3	874,9	859,3
Nombre moyen – dilué	883,7	879,7	864,2
Fin de période	882,1	878,5	862,0
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	66,1 \$	64,5 \$	54,3 \$
Rendement de l'action	3,3 %	3,4 %	3,8 %
Ratio de distribution sur actions ordinaires	36,0 %	56,4 %	42,0 %
Ratio cours/bénéfice	14,0	14,4	15,1
Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars canadiens)¹			
Bénéfice par action			
De base	1,75 \$	1,39 \$	1,61 \$
Dilué	1,74	1,38	1,60
Ratio de distribution sur actions ordinaires	34,9 %	44,1 %	37,9 %
Ratio cours/bénéfice	12,7	12,7	11,1

¹ Les mesures rajustées sont non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations sur les résultats comme présentés et les résultats rajustés, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

² Le profit économique et le rendement du capital investi sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi».

NOTRE RENDEMENT

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les PCGR et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats «rajustés», afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retire les «éléments à noter», déduction faite des impôts sur les bénéfices, des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement de l'entreprise sous-jacente. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue le rendement de la Banque. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau de la page suivante. Comme expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les PCGR. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des PCGR et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Le tableau qui suit donne les résultats d'exploitation – comme présentés de la Banque.

Résultats d'exploitation – comme présentés

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2011	Trois mois terminés les	
		31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu d'intérêts net	3 165 \$	2 983 \$	2 849 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 295	2 034	2 188
Total des revenus	5 460	5 017	5 037
Provision pour pertes sur créances	414	404	517
Frais autres que d'intérêts	3 193	3 263	2 981
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 853	1 350	1 539
Charge d'impôts sur les bénéfices	343	374	270
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	26	27	27
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	57	45	55
Bénéfice net – comme présenté	1 541	994	1 297
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	49
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 492 \$	946 \$	1 248 \$

Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Résultats d'exploitation – rajustés			
Revenu d'intérêts net	3 165 \$	2 983 \$	2 849 \$
Revenus autres que d'intérêts ¹	2 202	2 049	2 162
Total des revenus	5 367	5 032	5 011
Provision pour pertes sur créances	414	404	517
Frais autres que d'intérêts ²	3 028	3 088	2 761
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 925	1 540	1 733
Charge d'impôts sur les bénéfices ³	385	315	348
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	26	27	27
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁴	74	62	72
Bénéfice net – rajusté	1 588	1 260	1 430
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	49
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 539	1 212	1 381
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices			
Amortissement des actifs incorporels ⁵	(112)	(115)	(112)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente ⁶	81	(8)	4
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ⁷	(13)	(18)	(46)
Diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises déduction faite de la provision pour pertes sur créances ⁸	(3)	(4)	(7)
Économie d'impôts due aux modifications des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi ⁹	–	–	11
Reprise de provision pour réclamations d'assurance ¹⁰	–	–	17
Entente avec l'Agence du revenu du Canada ¹¹	–	(121)	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	(47)	(266)	(133)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 492 \$	946 \$	1 248 \$

¹ Les revenus autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2011*, perte de 6 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comme expliqué à la note 8 ci-dessous; gain de 99 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; *quatrième trimestre de 2010*, perte de 8 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 7 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente; *premier trimestre de 2010*, perte de 11 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 12 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente; recouvrement de 25 millions de dollars de réclamations d'assurance, comme expliqué à la note 10 ci-dessous.

² Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 144 millions de dollars, comme expliqué à la note 5 ci-dessous; frais d'intégration de 21 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, comme expliqué à la note 7 ci-dessous; *quatrième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 147 millions de dollars; frais d'intégration de 28 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 149 millions de dollars; frais d'intégration de 71 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

³ Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge rajustée» à la rubrique «Impôts et taxes».

⁴ La quote-part du bénéfice net rajustée d'une société liée exclut les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars, comme expliqué à la note 5 ci-dessous; *quatrième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars; *premier trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars.

⁵ L'amortissement des actifs incorporels se rapporte principalement à l'acquisition de Canada Trust en 2000, à l'acquisition de TD Banknorth en 2005 et à sa privatisation en 2007, à l'acquisition de Commerce en 2008, ainsi qu'à l'amortissement des actifs incorporels compris dans la quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, l'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des actifs incorporels; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter, qui ne comprennent que l'amortissement des actifs incorporels acquis par suite de regroupements d'entreprises.

⁶ En date du 1^{er} août 2008, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction en raison de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit. La Banque n'a plus l'intention de négocier activement cette catégorie de titres de créance. Par conséquent, la Banque a reclassé certains titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente, conformément aux modifications du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'ICCA*. Dans le cadre de la stratégie de négociation de la Banque, ces titres de créance sont couverts sur le plan économique, principalement avec des swaps sur défaillance de crédit et des contrats de swaps de taux d'intérêt. Cela comprend le risque lié à la conversion des monnaies étrangères pour le portefeuille de titres de créance et les dérivés qui le couvrent. Ces dérivés ne sont pas admissibles au reclassement et sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant passées en résultat de la période. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des dérivés et celui des titres de créance reclassés entraîne une volatilité périodique des profits et des pertes qui n'est pas représentative des caractéristiques économiques de la performance de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les dérivés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires de gros, et les gains et les pertes sur les dérivés, en sus des montants comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés de la Banque excluent les gains et les pertes relatifs aux dérivés qui dépassent le montant comptabilisé.

⁷ Par suite des acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et des initiatives d'intégration et de restructuration connexes entreprises, la Banque peut engager des frais d'intégration et de restructuration. Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les frais d'intégration se composent des frais relatifs au maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externes, des coûts de marketing (notamment les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. À partir du deuxième trimestre de 2010, le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a choisi de ne plus inclure d'autres frais d'intégration et de restructuration liés à Commerce dans cet élément à noter étant donné que les efforts dans ces domaines tirent à leur fin et que la restructuration et l'intégration de Commerce sont pratiquement achevés. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011, les frais d'intégration ont découlé des acquisitions facilitées par la FDIC et de l'acquisition de South Financial, et aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés.

⁸ La Banque achète des swaps sur défaillance de crédit pour couvrir le risque de crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises des Services bancaires de gros. Ces swaps ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture et sont évalués à la juste valeur, et les variations de juste valeur sont constatées dans les résultats de la période considérée. Les prêts connexes sont comptabilisés au coût après amortissement. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des swaps sur défaillance de crédit et celui des prêts entraînerait une volatilité périodique des profits et des pertes, qui n'est représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les swaps sur défaillance de crédit sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires de gros, et les gains et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés excluent les gains et les

pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés. Lorsqu'un incident de crédit se produit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises qui comporte des swaps sur défaillance de crédit comme couverture connexe, la provision pour pertes sur créances liée à la portion qui était couverte au moyen des swaps sur défaillance de crédit est portée en diminution de cet élément à noter.

⁹ Cet élément représente l'incidence des modifications prévues des taux d'impôt sur les bénéfices prévu par la loi sur les soldes d'impôts futurs nets.

¹⁰ La Banque a inscrit dans les activités d'assurances de ses filiales un passif actuariel additionnel au titre des pertes éventuelles au premier trimestre de 2008 relativement à une décision d'un tribunal de l'Alberta. La législation du gouvernement de l'Alberta qui a pour effet de limiter les montants de réclamation pour les blessures mineures causées par des accidents de la route a été contestée et jugée inconstitutionnelle. Au troisième trimestre de 2009, le gouvernement de l'Alberta a gagné son appel de la décision. Les requérants ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision devant la Cour suprême du Canada, et au premier trimestre de 2010, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande des requérants. Par suite de cette issue favorable, la Banque a repris sa provision pour litige relative à la limite des réclamations pour les blessures mineures en Alberta.

¹¹ La Banque a réglé plusieurs questions fiscales en suspens liées aux stratégies des Services bancaires de gros qui avaient fait l'objet de nouvelles cotisations par l'Agence de revenu du Canada (ARC) et pour lesquelles une décision était attendue de la part de la division des appels de l'ARC ou des tribunaux. La Banque a cessé d'entreprendre ces types de stratégies.

Rapprochement du bénéfice par action comme présenté et du bénéfice par action rajusté¹

(en dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Dilué – comme présenté	1,69 \$	1,07 \$	1,44 \$
Rajustements pour les éléments à noter ²	0,05	0,31	0,16
Dilué – rajusté	1,74 \$	1,38 \$	1,60 \$
De base – comme présenté	1,70 \$	1,08 \$	1,45 \$

¹ Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

² Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.

Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge rajustée¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Charge d'impôts sur les bénéfices – comme présentée	343 \$	374 \$	270 \$
Rajustements pour les éléments à noter : Économie (charge) d'impôts sur les bénéfices²			
Amortissement des actifs incorporels	49	49	54
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	(18)	(1)	(8)
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	8	10	25
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	3	4	4
Économie d'impôts sur les bénéfices liée à une modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	–	–	11
Réclamations d'assurance	–	–	(8)
Entente avec l'Agence du revenu du Canada	–	(121)	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	42	(59)	78
Charge d'impôts sur les bénéfices – rajustée	385 \$	315 \$	348 \$
Taux d'impôt sur les bénéfices effectif – rajusté³	20,0 %	20,5 %	20,1 %

¹ Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.

² L'effet fiscal pour chaque élément à noter est calculé au moyen du taux d'impôt effectif prévu par la loi de la personne morale en question.

³ Le taux d'impôt sur les bénéfices effectif rajusté correspond à la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net rajusté avant impôts.

Profit économique et rendement du capital investi

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour l'actionnaire. Le profit économique représente le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires moins une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires pour la période plus le montant moyen cumulatif des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts, amortis à la date du bilan. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût du capital calculé à l'aide du modèle d'évaluation des actifs financiers. L'imputation représente un rendement minimum présumé exigé par les actionnaires ordinaires sur le capital investi de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires par le capital investi moyen. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Le RCI et le coût du capital sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Si le RCI excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCI sont des mesures financières non conformes aux PCGR, puisque ce ne sont pas des termes définis par les PCGR. Les lecteurs doivent prendre note que les bénéfices et d'autres mesures rajustés par rapport à une base autre que les PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique, du RCI et du bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes connexes sont décrits à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du présent document.

Rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté, du profit économique et du rendement du capital investi

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	38 209 \$	38 816 \$	35 430 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition / actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	5 190	5 093	4 793
Capital investi moyen	43 399 \$	43 909 \$	40 223 \$
Coût du capital investi	9,0 %	10,0 %	10,0 %
Imputation au titre du capital investi	985 \$	1 107 \$	1 014 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 492 \$	946 \$	1 248 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices	47	266	133
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 539 \$	1 212 \$	1 381 \$
Profit économique	554 \$	105 \$	367 \$
Rendement du capital investi	14,1 %	11,0 %	13,6 %

Événements importants en 2011

Entente en vue d'acquérir Services financiers Chrysler

Le 21 décembre 2010, la Banque annonçait la conclusion d'une entente avec Cerberus Capital Management, L.P. pour l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Services financiers Chrysler pour une contrepartie au comptant d'environ 6,3 milliards de dollars US. L'acquisition devrait comprendre des actifs nets d'environ 5,9 milliards de dollars US et un écart d'acquisition de 0,4 milliard de dollars US à la clôture. En vertu des modalités de l'entente, TD Bank, N.A. acquerra Services financiers Chrysler aux États-Unis, et le Groupe Banque TD acquerra Services financiers Chrysler au Canada. Cette acquisition devrait se conclure au deuxième trimestre de l'exercice 2011, une fois qu'elle aura obtenu l'approbation des organismes réglementaires et satisfait aux autres modalités de clôture usuelles.

La transaction devrait avoir une incidence neutre sur le bénéfice rajusté de la Banque en 2011, et générera un bénéfice rajusté d'environ 100 millions de dollars US en 2012, soit la première année complète d'exploitation. À la conclusion de la transaction, l'incidence attendue sur le capital de première catégorie est d'environ 55 à 60 points de base (pdb) d'après la situation de capital de la Banque pour la période terminée le 31 janvier 2011¹.

Nouveautés législatives aux États-Unis

Le 21 juillet 2010, le président des États-Unis a ratifié la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la «loi Dodd-Frank») qui déclenche une vaste réforme du secteur financier aux États-Unis. Couvrant plus de 2 300 pages, la loi Dodd-Frank a une incidence sur toutes les institutions financières des États-Unis et sur de nombreux établissements financiers, y compris la Banque, qui mènent des activités en dehors des États-Unis. La loi Dodd-Frank entraîne d'importants changements, entre autres pour ce qui est de la supervision des services bancaires et des banques, d'un mécanisme de résolution visant les institutions financières d'importance systémique, de la protection des consommateurs, des valeurs mobilières, des dérivés et de la rémunération des cadres. La loi Dodd-Frank sera complétée par une foule de dispositions réglementaires, et un grand nombre d'études et de rapports continus dans la foulée de sa mise en œuvre. Par conséquent, même si la loi Dodd-Frank aura une incidence sur les affaires de la Banque, particulièrement sur ses activités aux États-Unis, les conséquences ultimes pour la Banque ne seront pas connues tant que les règlements de mise en œuvre n'auront pas été rendus publics et finalisés.

Les autres changements réglementaires comprennent les modifications apportées à la loi intitulée *Electronic Funds Transfer Act* (la «*Regulation E*»), laquelle interdit aux institutions financières d'imposer des frais aux consommateurs sur les opérations de paiement effectuées à un guichet automatique bancaire ou à un point de vente qui donnent lieu à un découvert, et à la loi intitulée *Credit Card Act*, qui, entre autres, limitera considérablement la capacité de la Banque à appliquer des taux d'intérêt et à imposer des frais basés sur le risque propre à un client. Pour plus d'informations sur l'incidence de la *Regulation E* et des autres modifications réglementaires, se reporter à «Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis» sous la rubrique «Rapport de gestion des secteurs d'activité de TD» du présent rapport.

La Banque continue de surveiller de près l'évolution de ces questions et d'autres faits législatifs nouveaux et analysera l'incidence que pourraient avoir ces changements réglementaires et législatifs sur ses activités.

¹ Le bénéfice prévu pour l'exercice complet 2012 est fondé sur l'estimation de la direction à l'égard de l'apport attendu de l'acquisition de Services financiers Chrysler compte tenu des synergies anticipées et compte non tenu des frais d'intégration. Le bénéfice attendu de Services financiers Chrysler et toutes les autres estimations sont assujettis aux risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante. Se reporter à la «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs» comprise dans le communiqué de presse de la Banque du 21 décembre 2010 qui est disponible sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com> de même que sur SEDAR à l'adresse <http://www.sedar.com> et sur le site Web de la SEC à l'adresse www.sec.gov (section EDGAR filers).

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour de quatre principaux secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, les résultats d'exploitation et les prêts connexes pour les activités américaines de cartes de crédit ont été transférés des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada aux Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis aux fins de la présentation sectorielle. En outre, la Banque a apporté une modification à ses méthodes de répartition qui fait en sorte que certains éléments auparavant présentés dans le secteur Siège social sont maintenant attribués à d'autres secteurs. Cette modification n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Ces changements sont désignés comme «transferts entre les secteurs» partout dans le présent document. Se reporter à la rubrique «Transferts entre les secteurs» du présent document pour plus de détails.

Les résultats de chaque secteur reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés, le cas échéant, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. L'amortissement des frais liés aux actifs incorporels est compris dans le secteur Siège social. Par conséquent, le bénéfice net des secteurs d'exploitation est présenté avant l'amortissement des actifs incorporels, ainsi que tout autre élément à noter non attribué aux secteurs d'exploitation. Pour de l'information détaillée, consulter la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la rubrique «Description des activités» du rapport de gestion 2010 et la note 33 afférente aux états financiers consolidés de 2010. Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, lesquelles sont des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique «Notre rendement» du présent document.

Le revenu d'intérêts net au sein des Services bancaires de gros est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels que les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle fournit en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. La hausse en équivalence fiscale du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée dans le secteur Services bancaires de gros est renversée dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 87 millions de dollars, en regard de 96 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent et de 117 millions de dollars pour le trimestre précédent.

La Banque titrise des prêts de détail et des débiteurs et comptabilise un gain ou une perte à la vente, y compris la constatation d'un actif lié aux droits conservés. Les pertes sur créances subies à l'égard des droits conservés après titrisation sont comptabilisées à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Aux fins de la présentation sectorielle, la provision pour pertes sur créances liée aux volumes titrisés est incluse dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, mais est renversée dans le secteur Siège social et reclassée à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts afin de respecter les PCGR.

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu d'intérêts net	1 822 \$	1 854 \$	1 744 \$
Revenus autres que d'intérêts	842	814	795
Total des revenus	2 664	2 668	2 539
Provision pour pertes sur créances	213	239	315
Frais autres que d'intérêts	1 212	1 331	1 194
Bénéfice net	905 \$	773 \$	720 \$
Principaux volumes et ratios			
Rendement du capital investi	39,1 %	32,9 %	31,3 %
Marge sur les actifs productifs moyens (y compris les actifs titrisés)	2,82 %	2,91 %	2,93 %
Ratio d'efficience	45,5 %	49,9 %	47,0 %
Nombre de succursales de détail au Canada	1 129	1 127	1 111
Nombre moyen d'équivalents temps plein	34 314	34 844	33 278

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T1 2011 par rapport au T1 2010

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a été de 905 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 185 millions de dollars, ou 26 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 39,1 %, contre 31,3 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada proviennent des services bancaires aux particuliers, des services bancaires aux entreprises et des activités d'assurance. Les revenus pour le trimestre ont atteint 2 664 millions de dollars, soit une progression de 125 millions de dollars, ou 5 % (7 % compte non tenu des transferts entre les secteurs), comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement d'une forte croissance des volumes de dépôts de particuliers et d'entreprises, des prêts immobiliers garantis, des prêts indirects et de l'assurance. Par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, a augmenté de 15,3 milliards de dollars, ou 9 %, tandis que le volume des prêts à la consommation s'est accru de 2,0 milliards de dollars, ou 7 %. Le volume des prêts aux entreprises et des acceptations a augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 8 %. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 6,9 milliards de dollars, ou 5 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 5,6 milliards de dollars, ou 11 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont grimpé de 53 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé de 11 pdb pour s'établir à 2,82 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, dont 8 pdb sont attribuables aux transferts entre les secteurs.

La provision pour pertes sur créances a été de 213 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit un repli de 102 millions de dollars, ou 32 % (27 % compte non tenu des transferts entre les secteurs), par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers s'est établie à 206 millions de dollars, soit une baisse de 71 millions de dollars, ou 26 %, qui s'explique principalement par les conditions de crédit plus favorables qui ont résulté de l'amélioration du contexte économique et de l'emploi. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises a atteint 7 millions de dollars, en baisse de 31 millions de dollars, ou 82 %. La provision annualisée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,33 %, en baisse de 18 pdb en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets ont atteint 570 millions de dollars, en hausse de 60 millions de dollars, ou 12 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets des services bancaires commerciaux sont demeurés relativement bas, dans une large mesure grâce à une gestion active. Les prêts douteux nets exprimés en pourcentage ont représenté 0,22 % du total des prêts comparativement à 0,21 % au 31 janvier 2010.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 1 212 millions de dollars, en hausse de 18 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la rémunération de l'effectif et des coûts liés aux projets.

Le nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) a monté de 1 036, ou 3 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, ce qui traduit l'investissement soutenu dans nos activités. Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est amélioré, atteignant 45,5 %, comparativement à 47,0 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2011 par rapport au T4 2010

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre a enregistré une hausse de 132 millions de dollars, ou 17 %, en regard du trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 39,1 %, contre 32,9 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont diminué de 4 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent, surtout en raison des transferts entre les secteurs. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé de 9 pdb pour s'établir à 2,82 %, dont 8 pdb sont attribuables aux transferts entre les secteurs. Par rapport au trimestre précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, s'est accru de 3,4 milliards de dollars, ou 2 %, et celui des prêts aux entreprises et des acceptations, de 0,8 milliard de dollars, ou 3 %, alors que le volume des prêts à la consommation a baissé de 0,6 milliard de dollars, ou 2 %, surtout du fait des transferts entre les secteurs. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 0,9 milliard de dollars, ou 1 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 1,5 milliard de dollars, ou 3 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont diminué de 117 millions de dollars, ou 14 %.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a baissé de 26 millions de dollars, ou 11 %, dont 16 millions de dollars sont liés aux transferts entre les secteurs. La provision pour pertes sur créances des services aux particuliers a diminué de 15 millions de dollars, ou 7 %, tandis que celle des services bancaires aux entreprises a été réduite de 11 millions de dollars, ou 61 %. Les prêts douteux nets ont augmenté de 17 millions de dollars, ou 3 %, en regard

du trimestre précédent. Les prêts douteux nets exprimés en pourcentage ont représenté 0,22 % du total des prêts comparativement à 0,21 % au 31 octobre 2010.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont baissé de 119 millions de dollars, ou 9 %, en regard du trimestre précédent. La hausse des frais liés à la rémunération de l'effectif pour le trimestre considéré a été plus que contrebalancée par les diminutions attribuables aux frais liés aux investissements faits au cours du dernier trimestre et à la hausse des dépenses de projets. Les transferts entre les secteurs ont également contribué à cette baisse.

Le nombre moyen d'ETP a subi une compression de 530 postes, ou 2 %, surtout en raison des transferts entre les secteurs et d'autres transferts internes. Compte non tenu des transferts, le nombre moyen d'ETP est essentiellement stable. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 45,5 %, contre 49,9 % au trimestre précédent.

Perspectives

Tout en continuant de profiter de notre leadership pour les heures d'ouverture des succursales et de nos investissements soutenus dans notre réseau, nous nous attendons à ce que le taux de croissance des bénéfices ralentisse pendant le reste de l'exercice. La forte croissance des affaires sous-jacentes d'assurances et de services bancaires commerciaux, combinée aux marges en progression de nos activités d'assurances, devrait être en partie neutralisée par un ralentissement de la croissance des volumes et une pression soutenue sur les marges des services bancaires personnels. Bien que nous prévoyions que les pertes sur créances resteront stables en 2011, la croissance des frais au cours des deux prochains trimestres devrait être plus forte qu'à l'exercice précédent puisque nous axons nos investissements continus sur des initiatives stratégiques visant à soutenir la croissance future.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu d'intérêts net	104 \$	97 \$	66 \$
Revenus autres que d'intérêts	583	542	524
Total des revenus	687	639	590
Frais autres que d'intérêts	501	468	446
Bénéfice net			
Division mondiale de gestion de patrimoine	133	118	101
TD Ameritrade	48	33	43
Total	181 \$	151 \$	144 \$
Principaux volumes et ratio – Division mondiale de gestion de patrimoine			
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	242 \$	225 \$	200 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	186	183	172
Rendement du capital investi	16,3 %	13,5 %	12,7 %
Ratio d'efficacité	72,9 %	73,2 %	75,6 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	7 235	7 000	7 034

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T1 2011 par rapport au T1 2010

Le bénéfice net pour le secteur Gestion de patrimoine a été de 181 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 37 millions de dollars, ou 26 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine, compte non tenu de TD Ameritrade, a été de 133 millions de dollars, soit une hausse de 32 millions de dollars ou 32 %. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a dégagé un bénéfice net de 48 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 5 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout à la hausse des bénéfices de TD Ameritrade, attribuable à une croissance vigoureuse et soutenue des actifs. Pour son premier trimestre terminé le 31 décembre 2010, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net de 145 millions de dollars US, soit une progression de 9 millions de dollars US, ou 7 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 16,3 %, comparativement à 12,7 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus de Gestion de patrimoine proviennent des activités de courtage en ligne, des activités de conseil et des services de gestion de placements. Les revenus de la division mondiale de gestion de patrimoine ont été de 687 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 97 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs administrés et des actifs gérés, qui a entraîné une forte croissance des revenus tirés des commissions dans les activités de conseil et de gestion de placements, l'augmentation des soldes des dépôts et des prêts sur marge consentis aux clients, jumelée à l'amélioration de la marge d'intérêt nette, et la hausse des volumes de négociation dans les activités de courtage en ligne.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 501 millions de dollars, en hausse de 55 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout à la hausse de la rémunération variable, aux commissions de suivi entraînées par la croissance des revenus attribuable à l'augmentation des niveaux d'actifs dans les activités de conseil et les activités de gestion de placements, et aux dépenses de projets non récurrentes.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 201, ou 3 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent, surtout par suite de la hausse des ETP de soutien affectés à l'infrastructure et à la croissance de l'entreprise et de l'augmentation des ETP en contact direct avec la clientèle, le tout en partie contrebalancé par la fermeture des activités de consultation financière aux États-Unis à l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 72,9 %, contre 75,6 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Les actifs administrés, qui totalisaient 242 milliards de dollars au 31 janvier 2011, ont augmenté de 42 milliards de dollars, ou 21 %, en regard du 31 janvier 2010. Les actifs gérés, qui totalisaient 186 milliards de dollars au 31 janvier 2011, ont augmenté de 14 milliards de dollars, ou 8 %, en regard du 31 janvier 2010. Ces augmentations s'expliquent par l'appréciation des marchés et les nouveaux actifs nets de clients.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2011 par rapport au T4 2010

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine pour le trimestre a enregistré une hausse de 30 millions de dollars, ou 20 %, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine a monté de 15 millions de dollars, ou 13 %. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a reflété une croissance du bénéfice net de 15 millions de dollars, ou 45 %, en regard du trimestre précédent, qui provient de l'augmentation des bénéfices de TD Ameritrade. Pour son premier trimestre terminé le 31 décembre 2010, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net en progression de 31 millions de dollars US, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 16,3 %, comparativement à 13,5 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont monté de 48 millions de dollars en regard du trimestre précédent, essentiellement sous l'effet de l'augmentation des volumes de négociation dans les activités de courtage en ligne, de la hausse des revenus tirés des commissions découlant de l'accroissement des actifs de clients, et de l'amélioration de la marge d'intérêt nette.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 33 millions de dollars, ou 7 %, en regard du trimestre précédent du fait de la hausse de la rémunération de l'effectif par suite de l'augmentation du nombre d'ETP, d'une hausse de la rémunération variable, et des dépenses de projets non récurrentes. L'augmentation de la rémunération de l'effectif a aussi entraîné une hausse des coûts des avantages sociaux.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 235 par rapport au trimestre précédent, surtout du fait de l'augmentation des volumes découlant de la croissance de l'entreprise et de la hausse des ETP de soutien affectés à l'infrastructure. Le ratio d'efficience pour le trimestre considéré a été de 72,9 %, contre 73,2 % au trimestre précédent.

Au 31 janvier 2011, les actifs administrés avaient augmenté de 17 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2010. Au 31 janvier 2011, les actifs gérés avaient augmenté de 3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2010. Cette hausse s'explique par l'appréciation des marchés et les nouveaux actifs nets de clients.

Perspectives

La vigueur des marchés boursiers a stimulé la croissance des revenus au cours du trimestre considéré. Les bénéfices devraient continuer à croître en 2011 si les marchés demeurent vigoureux. De plus, nous continuerons d'investir dans notre infrastructure et nos produits et nous augmenterons notre effectif de vente.

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Dollars canadiens			Trois mois terminés les Dollars américains		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu d'intérêts net	1 077 \$	962 \$	829 \$	1 073 \$	933 \$	788 \$
Revenus autres que d'intérêts	314	257	315	314	250	299
Total des revenus	1 391	1 219	1 144	1 387	1 183	1 087
Provision pour pertes sur créances – prêts	136	132	191	136	129	182
Provision pour pertes sur créances – titres de créance classés comme prêts	66	14	10	66	13	9
Provision pour pertes sur créances – total	202	146	201	202	142	191
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	809	763	746	805	741	709
Frais autres que d'intérêts – rajustés	788	736	674	784	714	641
Bénéfice net – comme présenté	320	265	181	319	257	172
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹						
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	13	18	46	13	18	44
Bénéfice net – rajusté	333 \$	283 \$	227 \$	332 \$	275 \$	216 \$
Principaux volumes et ratios						
Rendement du capital investi	7,4 %	6,3 %	5,0 %	7,4 %	6,3 %	5,0 %
Marge sur actifs productifs moyens (équivalence fiscale) ²	3,76 %	3,50 %	3,41 %	3,76 %	3,50 %	3,41 %
Ratio d'efficience – comme présenté	58,2 %	62,6 %	65,2 %	58,2 %	62,6 %	65,2 %
Ratio d'efficience – rajusté	56,6 %	60,4 %	58,9 %	56,6 %	60,4 %	58,9 %
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 280	1 269	1 039	1 280	1 269	1 039
Nombre moyen d'équivalents temps plein	22 882	21 104	19 117	22 882	21 104	19 117

¹ Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» sous la rubrique «Notre rendement» du présent document.

² Les dépôts moyens et la marge sur les actifs productifs moyens excluent l'incidence liée aux comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T1 2011 par rapport au T1 2010

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour le trimestre s'est établi à 320 millions de dollars, soit un bond de 139 millions de dollars, ou 77 %, et le bénéfice net rajusté a été de 333 millions de dollars, soit une progression de 106 millions de dollars, ou 47 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. En dollars américains, le bénéfice net comme présenté a été de 319 millions de dollars pour le trimestre considéré, en hausse de 147 millions de dollars, ou 85 %, et le bénéfice net rajusté a été de 332 millions de dollars, en hausse de 116 millions de dollars, ou 54 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice du trimestre comprend aussi l'incidence d'un élément fiscal favorable de 24 millions de dollars. Au cours du trimestre considéré, certaines augmentations compensatoires sont survenues dans le revenu d'intérêt net et les provisions pour pertes sur créances comptabilisées pour les titres de créance classés comme prêts, ce qui a donné lieu à une incidence minimale sur les bénéfices.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse du bénéfice net comme présenté et rajusté respectivement de 14 millions de dollars et 15 millions de dollars, pour le trimestre considéré. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 7,4 %, contre 5,0 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

En dollars américains, les revenus ont été de 1 387 millions de dollars US pour le trimestre, soit une hausse de 300 millions de dollars US, ou 28 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse tient principalement à la forte croissance des prêts et des dépôts, aux acquisitions récentes ainsi qu'aux transferts entre les secteurs, en partie contrebalancés par la baisse des frais de découvert attribuables à la *Regulation E*. La marge sur les actifs productifs moyens a gagné 35 pdb pour s'établir à 3,76 % en regard du premier trimestre de l'exercice précédent, surtout par suite d'un changement dans le calendrier des flux de trésorerie attendus sur certains titres de créance classés comme prêts. Les prêts moyens ont grimpé de 12,7 milliards de dollars US, ou 24 %, y compris les acquisitions. Compte non tenu des acquisitions ni des transferts entre les secteurs, les prêts moyens ont monté de 4,6 milliards de dollars US, ou 9 %, la moyenne des prêts aux particuliers ayant augmenté de 2,9 milliards de dollars US, ou 15 %, surtout par suite d'une hausse de 2,3 milliards de dollars US des prêts hypothécaires résidentiels et de l'augmentation de la moyenne des prêts aux entreprises de 1,7 milliard de dollars US, ou 5 %. Les dépôts moyens se sont accrus de 26,9 milliards de dollars US, ou 23 %, y compris les acquisitions. Compte non tenu des acquisitions, les dépôts moyens ont monté de 18,1 milliards de dollars US, ou 16 %, y compris une augmentation de 10,2 milliards de dollars US des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade. Le volume moyen des dépôts, compte non tenu de l'incidence des acquisitions et des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade, a progressé de 5,8 milliards de dollars US, ou 7 %. Les volumes de dépôts d'entreprises (compte non tenu des dépôts des gouvernements) ont monté de 3,0 milliards de dollars US, ou 11 %, les volumes de dépôts des gouvernements étant demeurés essentiellement stables, et les volumes de dépôts des particuliers ayant grimpé de 2,9 milliards de dollars US, ou 7 %.

Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 202 millions de dollars US, soit une augmentation de 11 millions de dollars US, ou 6 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation se compose d'une diminution de la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts de 46 millions de dollars US et d'une hausse de la provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts de 57 millions de dollars US. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts pour le trimestre s'est établie à 136 millions de dollars US, soit une diminution de 46 millions de dollars US, ou 25 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. La diminution de la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts résulte de la baisse des radiations et du meilleur rendement du portefeuille de prêts. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts se rapporte principalement à des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes et s'élevait à 66 millions de dollars US pour le trimestre par rapport à 9 millions de dollars US pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de la provision pour pertes sur créances à l'égard des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes reflète la faiblesse du marché de l'habitation américain. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts exprimée en pourcentage du volume des prêts s'est établie à 0,82 %, soit 54 pdb de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances annualisée exprimée en pourcentage du volume de prêts aurait été de 0,73 % compte non tenu des transferts entre les secteurs, soit une baisse de 63 pdb par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts qui sont douteux, se sont inscrits à 1 174 millions de dollars US, soit une hausse de 156 millions de dollars US, ou 15 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent, qui s'explique par les nouveaux prêts douteux nés sur le marché immobilier commercial américain, à cause du ralentissement de la reprise économique aux États-Unis, et les transferts entre les secteurs. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts et des prêts assurés (actifs acquis aux termes d'un accord de partage des pertes conclu avec la FDIC), exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 1,8 %, contre 1,9 % au 31 janvier 2010. Les titres de créance douteux nets classés comme prêts atteignaient 1 567 millions de dollars US au 31 janvier 2011, soit une augmentation de 1 253 millions de dollars US par rapport au 31 janvier 2010. L'augmentation des prêts douteux nets à l'égard des titres de créance classés comme prêts tient au fait que la valeur comptable des titres est présentée comme ayant subi une perte, même si la provision pour pertes sur créances n'est comptabilisée que pour l'augmentation des pertes sur créances prévues, laquelle est nettement moindre en raison du rang élevé des titres détenus.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 805 millions de dollars US, en hausse de 96 millions de dollars US, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre se sont établis à 784 millions de dollars US, soit une hausse de 143 millions de dollars US, ou 22 %, amenée surtout par les investissements effectués dans l'entreprise principale, y compris les frais relatifs aux nouvelles succursales, les acquisitions récentes et les transferts entre les secteurs.

Le nombre moyen d'ETP s'est accru de 3 765, ou 20 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Cet accroissement tient aux acquisitions, à l'inclusion des transferts entre les secteurs et à l'ouverture de 34 nouvelles succursales depuis le premier trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience comme présenté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 58,2 % alors qu'il était de 65,2 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 56,6 %, par rapport à 58,9 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2011 par rapport au T4 2010

En dollars canadiens, le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis pour le trimestre a enregistré une hausse de 55 millions de dollars, ou 21 %, et le bénéfice net rajusté a augmenté de 50 millions de dollars, ou 18 %, comparativement au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 7,4 %, contre 6,3 % pour le trimestre précédent.

En dollars américains, les revenus pour le trimestre ont grimpé de 204 millions de dollars US, ou 17 %, comparativement au trimestre précédent, essentiellement par suite de l'accroissement des volumes de produits. La marge sur les actifs productifs moyens a gagné 26 pdb pour s'établir à 3,76 % par rapport au trimestre précédent, résultat surtout du calendrier des flux de trésorerie sur certains titres de créance qui sont classés comme prêts. Les prêts moyens ont augmenté de 6,0 milliards de dollars US, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de l'acquisition de South Financial et des transferts entre les secteurs, les prêts moyens ont monté de 1,9 milliard de dollars US, ou 3 %, la moyenne des prêts aux particuliers ayant augmenté de 1,2 milliard de dollars US, ou 6 %, et la moyenne des prêts aux entreprises, de 0,5 milliard de dollars, ou 2 %. Les dépôts moyens ont progressé de 9,2 milliards de dollars US, ou 7 %, en regard du trimestre précédent, y compris une hausse de 2,1 milliards de dollars US des dépôts moyens de TD Ameritrade. Le volume moyen des dépôts, compte non tenu de l'incidence des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade ni de l'acquisition de South Financial, s'est accru de 1,3 milliard de dollars US, ou 2 %, le volume des dépôts d'entreprises (compte non tenu des dépôts des gouvernements) ayant augmenté de 1 %, les dépôts des gouvernements ayant légèrement fléchi et le volume des dépôts des particuliers s'étant hissé de 3 %.

Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre a enregistré une hausse de 60 millions de dollars US, ou 42 %, en regard du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts a augmenté de 53 millions de dollars US par rapport au trimestre précédent. La hausse de la provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts découle surtout de l'augmentation de la provision pour pertes sur créances à l'égard des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes, lesquelles ont augmenté en raison de la fragilité du marché de l'habitation aux États-Unis. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,82 %, en baisse de 3 pdb en regard du trimestre précédent. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exprimée en pourcentage du volume de prêts, aurait été de 0,73 % compte non tenu des transferts entre les secteurs, soit une baisse de 12 pdb par rapport au trimestre précédent. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts qui sont douteux, ont totalisé 1 174 millions de dollars US, soit une augmentation de 78 millions de dollars US, ou 4 %, en regard du trimestre précédent. Cette augmentation s'explique en grande partie par les nouveaux prêts douteux et par la baisse des niveaux de radiations. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts ni des prêts assurés (actifs acquis aux termes d'un accord de partage des pertes conclu avec la FDIC), exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 1,76 %, contre 1,75 % au 31 octobre 2010. Les titres de créance douteux classés comme prêts ont totalisé 1 567 millions de dollars US, soit une hausse de 557 millions de dollars US, ou 55 %, en regard du trimestre précédent. La hausse d'un trimestre à l'autre cadre avec les attentes de la direction.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 64 millions de dollars US, ou 9 %, plus élevés qu'au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre ont monté de 70 millions de dollars US, ou 10 %, conséquence surtout de la récente acquisition de South Financial, des transferts entre les secteurs et des nouvelles succursales.

Le nombre moyen d'ETP s'est accru de 1 778, ou 8 %, en regard du trimestre précédent, sous l'effet surtout de l'acquisition de South Financial et des nouvelles succursales. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 58,2 %, par rapport à 62,6 % pour l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 56,6 %, par rapport à 60,4 % pour l'exercice précédent.

Perspectives

La croissance des prêts a cadré avec nos attentes au premier trimestre de 2011 et devrait se poursuivre pendant l'exercice 2011, attisée par les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts commerciaux. La croissance interne des dépôts devrait continuer d'être stimulée par les succursales existantes. Selon nos prévisions de croissance, nos bénéfices trimestriels nets devraient s'inscrire autour de 300 millions de dollars US pour le reste de l'exercice. Bien que l'incidence de la *Regulation E* ait été entièrement intégrée dans les bénéfices à compter du trimestre considéré, le *Durbin Amendment*, disposition de la loi Dodd-Frank, pourrait faire davantage pression sur les bénéfices. Selon la loi Dodd-Frank, la Réserve fédérale est chargée d'établir des commissions d'interchange qui sont raisonnables et proportionnelles aux coûts de traitement des opérations. Comme proposées, les limites à appliquer aux commissions d'interchange sur les débits devraient réduire de façon considérable les revenus d'interchange tirés des cartes de débit. Le projet de règlements a été publié aux fins de consultation, et son incidence financière ne peut être déterminée pour le moment. Toutefois, des stratégies d'atténuation sont en cours d'élaboration afin de récupérer l'incidence défavorable possible sur les revenus que pourrait avoir la mise en œuvre de la nouvelle réglementation.

Services bancaires de gros

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu d'intérêts net (équivalence fiscale)	375 \$	416 \$	513 \$
Revenus autres que d'intérêts	352	261	400
Total des revenus	727	677	913
Provision pour pertes sur créances	6	23	8
Frais autres que d'intérêts	391	324	376
Bénéfice net – comme présenté	237	95	372
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹			
Entente avec l'Agence du revenu du Canada	–	121	–
Bénéfice net – rajusté	237 \$	216 \$	372 \$
Principaux volumes et ratios			
Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)	31	32	34
Rendement du capital investi	29,4 %	25,6 %	45,2 %
Ratio d'efficience – comme présenté	53,8 %	47,9 %	41,2 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	3 388	3 373	3 091

¹ Pour une explication sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T1 2011 par rapport au T1 2010

Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre a été de 237 millions de dollars, en baisse de 135 millions de dollars, ou 36 %, par rapport au record atteint au premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse reflète l'écart par rapport au contexte inhabituellement favorable qui prévalait au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les conditions de marché normalisées du trimestre considéré ont donné lieu à un repli des activités de transaction d'instruments à taux fixe et d'instruments de crédit ainsi qu'à une diminution des prêts aux grandes entreprises. Ces baisses ont été en partie compensées par les gains du portefeuille de placement. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 29,4 %, contre 45,2 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus des Services bancaires de gros sont principalement tirés des activités relatives aux marchés financiers et des prêts aux grandes entreprises. Les revenus ont été de 727 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit 186 millions de dollars, ou 20 %, de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent, qui avait été excellent. À l'exercice précédent, les conditions de marché favorables, qui étaient caractérisées par le resserrement des écarts de crédit et par l'activité accrue de la clientèle, avaient donné lieu à un rendement général solide et avaient permis de modifier un nombre de transactions ou d'en sortir d'une manière profitable. Les résultats des activités de transaction pour le trimestre reflètent un repli de l'activité induite par les clients du fait des conditions de marché plus modérées, qui sont dues à une diminution des possibilités de transactions et à un resserrement de l'écart acheteur-vendeur. Les transferts entre les secteurs et la diminution des volumes de prêts aux grandes entreprises, à mesure que les clients se tournent vers d'autres formes de financement, ont aussi contribué à la baisse des revenus. Ces baisses des revenus d'un exercice à l'autre ont été en partie compensées par des gains réalisés sur l'abandon du portefeuille d'actions de sociétés fermées, ce qui contraste avec l'activité restreinte notée au premier trimestre de l'exercice précédent, et par l'accroissement des honoraires de prise ferme attribuable aux activités d'émission des clients, stimulées par les bas taux d'intérêt et les marchés boursiers en mode reprise.

La provision pour pertes sur créances comprend les provisions spécifiques pour pertes sur créances et le coût de la protection de crédit, déduction faite de tout recouvrement sur les provisions comptabilisées par le passé. S'inscrivant à 6 millions de dollars, la provision pour pertes sur créances pour le trimestre a été légèrement inférieure à celle du premier trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances des deux trimestres se limite essentiellement aux coûts de protection de crédit. Les prêts douteux nets ont atteint 36 millions de dollars, en baisse de 109 millions de dollars, ou 75 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 391 millions de dollars, soit 15 millions de dollars, ou 4 %, de plus qu'au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des frais relatifs à l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle, contrebalancée en partie par la diminution de la rémunération variable proportionnelle à la baisse des revenus.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2011 par rapport au T4 2010

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires de gros pour le trimestre a bondi de 142 millions de dollars, ou 149 %, et le bénéfice net rajusté a monté de 21 millions de dollars, ou 10 %, en regard du trimestre précédent. L'augmentation du bénéfice net rajusté est principalement attribuable aux gains du portefeuille d'actions de sociétés fermées et à la diminution des provisions pour pertes sur créances, en partie neutralisés par des frais accrus. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 29,4 %, contre 25,6 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont augmenté de 50 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout des gains du portefeuille d'actions de sociétés fermées. Les revenus tirés des transactions d'instruments à taux fixe et d'instruments de crédit ont progressé du fait de la recrudescence des activités de transaction des clients à l'échelle internationale, à mesure que les préoccupations à l'égard des marchés du crédit en Europe s'estompaient. Cette progression a été en partie neutralisée par l'incidence positive, au trimestre précédent, de la réduction du risque de crédit de la contrepartie à des instruments dérivés, résultant du resserrement des écarts de crédit, et par la diminution du revenu d'intérêts net au trimestre considéré attribuable aux transferts entre les secteurs. Les revenus tirés des titres liquides ont augmenté, attisés par la hausse des commissions à mesure que les marchés boursiers ont continué de remonter, alors que les revenus tirés des dérivés sur actions ont reculé sous l'effet de la baisse des revenus liés aux transactions avec

des clients. Les commissions de prise ferme ont augmenté sous l'effet, essentiellement, du regain des activités d'émission d'actions et de la vigueur soutenue des activités de montage de titres de créance, en partie contrebalancés par le repli des honoraires tirés des services-conseils et des opérations de fusion et d'acquisition.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a baissé de 17 millions de dollars en regard du trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par une provision pour placements dans des titres de participation privés qui avait été constituée au trimestre précédent. Les prêts douteux nets ont reculé de 6 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont monté de 67 millions de dollars, ou 21 %, comparativement au trimestre précédent, conséquence surtout de la rémunération variable.

Perspectives

Dans l'ensemble, grâce à l'investissement soutenu dans notre entreprise et notre stratégie axée sur les clients, nous croyons occuper une position enviable pour l'avenir. Cependant, les marchés financiers laissant entrevoir une stabilité prolongée, la robustesse des revenus tirés des montages et des activités de fusions et d'acquisitions devrait se maintenir. Le revenu de transaction en tirera lui aussi profit à mesure que les banques centrales intensifieront leurs activités d'émission de titres de créance et que les bénéfices s'amélioreront par suite de placements dans de nouvelles initiatives d'affaires. Nous prévoyons que le rendement à court terme se maintiendra à l'intérieur de notre cible de notre prévision de bénéfices de 175 à 225 millions de dollars.

Siège social

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Bénéfice net – comme présenté	(102) \$	(290) \$	(120) \$
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹			
Amortissement des actifs incorporels ²	112	115	112
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente	(81)	8	(4)
Diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	3	4	7
Économie d'impôts sur les bénéfices liée aux modifications des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	–	–	(11)
Reprise de provision pour réclamations d'assurance	–	–	(17)
Total des rajustements pour les éléments à noter	34	127	87
Perte nette – rajustée	(68) \$	(163) \$	(33) \$
Ventilation des éléments inclus dans la perte nette – rajustée			
Titrisation nette	(21) \$	(2) \$	(5) \$
Frais nets du Siège social	(113)	(161)	(62)
Divers	66	–	34
Perte nette – rajustée	(68) \$	(163) \$	(33) \$

¹ Pour une explication sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.

² À compter du premier trimestre de 2011, l'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des actifs incorporels. Aux fins des éléments à noter seulement, l'amortissement des logiciels est exclu de l'amortissement des actifs incorporels.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T1 2011 par rapport au T1 2010

Le secteur Siège social a subi une perte nette comme présentée de 102 millions de dollars pour le trimestre, contre une perte nette comme présentée de 120 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre a été de 68 millions de dollars, par rapport à 33 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse de la perte nette rajustée en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement le fait d'une augmentation des frais nets du Siège social et d'une baisse des gains de titrisation, ainsi que de l'incidence d'activités de couverture et de trésorerie favorables et d'une économie d'impôts comptabilisée à l'exercice précédent. Ces variations ont été en partie contrebalancées par l'incidence favorable des transferts entre les secteurs et par l'augmentation des bénéfices réalisés sur le capital non réparti.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2011 par rapport au T4 2010

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre a été de 102 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 290 millions de dollars pour le trimestre précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre a été de 68 millions de dollars, par rapport à 163 millions de dollars pour le trimestre précédent. La baisse de la perte nette rajustée découle essentiellement d'une baisse des frais nets du Siège social, des transferts entre les secteurs, de l'augmentation des bénéfices réalisés sur le capital non réparti et de la dépréciation du placement dans Symcor comptabilisée au trimestre précédent. Ces variations favorables ont été en partie annulées par des gains de titrisation moindres.

Perspectives

Avec prise d'effet à l'exercice 2011, nous avons modifié les méthodes d'attribution des coûts et d'établissement des prix de transfert intersectoriels. Dans l'avenir, cette modification devrait donner lieu à une baisse des pertes dans le secteur Siège social. Bien que les résultats du Siège social soient intrinsèquement difficiles à prévoir de par leur nature et qu'ils puissent comprendre une certaine volatilité, nous prévoyons que les pertes du Siège social seront moindres que celles présentées au trimestre considéré. Nous nous attendons à présenter des pertes nettes variant de 80 millions de dollars à 120 millions de dollars pour

chacun des autres trimestres de l'exercice 2011, marquant ainsi une baisse par rapport à la perte nette sur douze mois de l'exercice 2010, essentiellement causée par la modification susmentionnée.

TRANSFERTS ENTRE LES SECTEURS

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, les résultats d'exploitation et les prêts connexes pour les activités américaines de cartes de crédit ont été transférés des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada aux Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis aux fins de la présentation sectorielle. En outre, la Banque a apporté un changement à ses méthodes de répartition qui fait en sorte que certains éléments auparavant présentés dans le secteur Siège social sont maintenant répartis dans d'autres secteurs d'activité. Ces changements n'ont aucune incidence sur les résultats financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Le tableau suivant présente les transferts entre les secteurs pour les trois mois terminés le 31 janvier 2011.

Incidence des transferts entre les secteurs

(en millions de dollars canadiens)

Trois mois terminés le

31 janvier 2011

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Gestion de patrimoine	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires de gros	Siège social	Total
Augmentation (diminution) des revenus	(59)	\$ –	\$ 36	\$ (18)	\$ 41	\$ –
Augmentation (diminution) des frais	(10)	2	18	3	(13)	–
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes sur créances	(16)	–	16	–	–	–
Augmentation (diminution) du bénéfice net	(26)	(1)	1	(15)	41	–

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	Votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions)	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le régime de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption et la reprise des envois de rapports annuels et trimestriels.	Agent des transferts : Compagnie Trust CIBC Mellon C.P. 7010 Succursale postale de la rue Adelaide Toronto (Ontario) M5C 2W9 Téléphone : 416-643-5500 ou sans frais au 1-800-387-0825 Courriel : inquiries@cibcmellon.com ou www.cibcmellon.com
déterminez vos actions TD par l'intermédiaire du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption et la reprise des envois de rapports annuels et trimestriels.	Coagent des transferts et agent comptable des registres : BNY Mellon Shareowner Services P.O. Box 358015 Pittsburgh, Pennsylvania 15252-8015 ou 480 Washington Boulevard Jersey City, New Jersey 07310 Téléphone : 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 www.bnymellon.com/shareowner/equityaccess
êtes actionnaire non inscrit d'actions de TD qui sont détenues au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de TD, notamment des questions au sujet du régime de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires.	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com. Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au 416-982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au 1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonnais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : <http://www.td.com>

Adresse courriel : customer.service@td.com

Accès aux documents portant sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées qui désirent consulter le présent communiqué de presse sur les résultats du premier trimestre, les diapos sur les résultats et l'information financière supplémentaire, ainsi que le rapport aux actionnaires, sont priés de se rendre sur le site Web de TD à l'adresse

http://www.td.com/investor/gr_2011.jsp.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Banque TD donnera une conférence téléphonique sur les résultats, à Toronto (Ontario), le 3 mars 2011. La conférence sera diffusée en direct sur le site Web de TD à 15 h HE. Au cours de la conférence téléphonique et de la diffusion Web, des dirigeants de TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour son premier trimestre. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence seront offerts sur le site Web de TD à l'adresse http://www.td.com/investor/qr_2011.jsp, le 3 mars 2011 vers 12 h HE. Une ligne téléphonique pour écoute seulement sera accessible au 416-644-3416 ou au 1-877-974-0445 (sans frais).

La version archivée de la conférence téléphonique et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse http://www.td.com/investor/qr_2011.jsp. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 18 h HE, le 3 mars 2011, jusqu'au 4 avril 2011, en composant le 416-640-1917 ou le 1-877-289-8525 (sans frais). Le code d'accès est le 4409134, suivi du carré.

Assemblée annuelle

Le jeudi 31 mars 2011

Victoria Conference Centre

Victoria (Colombie-Britannique)

À propos du Groupe Financier Banque TD

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (TD ou la Banque). TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et il offre ses services à environ 19 millions de clients regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, TD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec plus de 6 millions de clients en ligne. Le 31 janvier 2011, les actifs de TD totalisaient 616 milliards de dollars canadiens. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec :

Mushtak Najarali, vice-président, Relations avec les investisseurs, 416-308-9030; ou

Wojtek Dabrowski, directeur, Relations avec les médias, 416-307-8149.